

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19269 - 74ÈME ANNÉE

Après le premier trimestre, un mois d'avril également plus chaud que la normale : nécessité d'anticiper les effets du changement climatique à La Réunion

«Libération» : «Autour de Brossat, «il est en train de se passer quelque chose»»

Le 27 avril prochain, Ian Brossat interviendra au meeting de Julie Pontalba en visioconférence.

Dans un article publié hier, le quotidien «Libération» confirme qu'en France, une dynamique s'amplifie autour de Ian Brossat, tête liste de «Pour une Europe des gens contre une Europe de l'argent» où Julie Pontalba, candidate PCR, figure en 6e position. Si cette tendance se confirmait, alors il serait possible pour les communistes d'avoir des députés au Parlement européen. D'où l'importance d'accentuer la mobilisation pour qu'une Réunionnaise puisse être élue le 26 mai prochain. Voici des extraits de cet article.

«Les communistes ont la banane. Jeudi matin, une quinzaine d'entre eux patientent à l'entrée du centre humanitaire d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui accueille 400 migrants et leurs familles, sous la responsabilité d'Emmaüs Solidarité. Leur tête de liste aux européennes, Ian Brossat, se fait attendre pour cette visite de terrain. L'adjoint en charge de logement à la mairie de Paris est rentré tard, la veille au soir, d'un meeting à Jarny (Meurthe-et-Moselle). Il a fait salle comble, attirant plusieurs centaines de personnes. «Ça marche encore, les vieilles villes coco !» rigole un conseiller de

Brossat, ravi. Le maire d'Ivry, Philippe Bouyssou, grille une clope sous le soleil : «lan fait une très belle campagne. Il montre le sérieux, la combativité, la pertinence de sa candidature. Le tout est maintenant de le faire connaître.» Non loin de là, Laurence Cohen, sénatrice du Val-de-Marne, n'a pas de mots assez doux pour son jeune collègue : «dynamisme», «disponibilité», «empathie», «aisance»...

Tout passage télé est bon à prendre. La notoriété du candidat communiste a d'autant plus à y gagner qu'il est bon dans l'exercice. Au débat de France 2 début avril, Ian Brossat s'est fait remarquer avec ses paroles claires et percutantes, son assurance, son refus de polémiquer avec les concurrents de gauche. «Ce débat a sans doute changé la donne, admet-il dans la camionnette qui nous conduit à Orly. Mais je n'ai rien inventé pendant cette émission. J'ai fait des propositions que je porte depuis neuf mois, mais devant 1,5 million de personnes cette fois. Depuis, l'ambiance a changé. Les salles sont blindées. Il y a un début de dynamique, qu'il faut élargir et conforter. Je sens de la fierté chez les camarades qui veulent montrer pourquoi on se bat.» Deux ans après une élection présidentielle où il s'est effacé derrière Jean-Luc Mélenchon, le PCF a très envie d'exister.

Les sondages restent bas (2-3% d'intentions de vote en sa faveur) mais frémissent dans le bon sens. Les sollicitations médiatiques augmentent, au point que Brossat se permet de refuser, devant nous, un duel avec Florian Philippot sur LCI («Je veux pas parler avec Philippot, je veux parler tout seul», se marre-t-il). Et les communistes ne se cachent plus de viser 5%, le seuil permettant d'envoyer des dé-

putés au Parlement européen. «On sent qu'il est en train de se passer quelque chose. Avec l'efficacité de sa parole, Ian exprime ce que pense une majorité de gens de gauche. Il apparaît comme un repère», se réjouit l'ancien secrétaire national du PCF, Pierre Laurent «L'enjeu central de la campagne est de faire le lien entre les préoccupations quotidiennes des gens et les politiques européennes», ar-

gumenté Brossat dans la camionnette.

Face aux divisions, Ian Brossat s'est fixé une ligne de conduite : «J'ai décidé de ne taper personne à gauche. Vu l'état de la gauche, tous les coups qu'on donne sont contre-productifs. Et après les européennes, il va bien falloir qu'on retrouve le chemin du rassemblement.»

Nouvelle illustration d'un monde inégalitaire

Urgences humanitaires dans le monde : Notre-Dame en perspective

Le UN Times a mis en perspective le milliard de dollars déjà promis pour réhabiliter la cathédrale Notre-Dame de Paris aux besoins financiers insuffisants alloués à d'autres causes dans le monde. Ce milliard de dollars provient essentiellement de grands bénéficiaires du système capitaliste.

En quelques jours, la barre du milliard de dollars de dons a été atteint pour la réhabilitation de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Ceci ne laisse pas le monde indifférent. Le UN Times a choisi de rappeler que d'autres causes rencontrent moins de soutien, alors que des dizaines de millions de vie sont en danger.

- Soudan : un appel aux dons est lancé afin de réunir 1,1 milliard de dollars pour secourir 4,4 millions de personnes, dont 2,4 millions dans la région du Darfour.

- Libye : 202 millions de dollars seront nécessaires cette année pour financer le Plan d'aide humanitaire dans un pays ravagé par les conflits, 8 ans après la guerre déclenchée par la France présidée alors par Nicolas Sarkozy.

- Yémen : en février, le montant des promesses de don était de 2,6 milliards de dollars, mais en réalité seulement 267 millions ont été reçus. Le Yémen est ravagé par un conflit qui menace l'existence de millions de personnes. Les armes vendues par la France à l'Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis y contribuent.

- Mozambique : 282 millions de dollars sont nécessaires pour venir en aide aux victimes. Un mois après le passage du cyclone Idai, un total de 77 millions de dollars a été reçu, soit 25 % des besoins.

- Irak : l'IOM a besoin de 41,4 millions de dollars pour venir en aide à 1,750 millions d'Irakiens devenus des réfugiés à cause de la guerre.

- L'ONU a dû puiser 125 millions de dollars dans le Central Emergency Response Fund pour soutenir 13 actions d'urgence qui souffrent d'une manque de financement, faute de solidarité internationale suffisante. Cela concerne plus de 9 millions de personnes dans les pays suivants : Cameroun, Tchad, Colombie, République démocratique du Congo, Djibouti, Haiti, Honduras, Madagascar, Niger, Palestine occupée, Tanzanie, Ouganda and Ukraine.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

20 euros le mètre carré alors que les locataires sont sous le seuil de pauvreté : où est le social ?

Plus de 300 euros par mois : loyers hors de prix pour des cités universitaires

Alors que dans les logements sociaux, le montant des loyers était de 5,82 euros le mètre carré en 2017 selon une étude de la DEAL en date de mai 2018, il sera aux environs de 20 euros le mètre carré dans les chambres individuelles des deux nouvelles cités universitaires du Tampon et de Saint-Pierre. Si le loyer de ces chambres était conforme à la moyenne du parc social, alors il serait inférieur à 100 euros par mois.

Deux résidences universitaires construites dans le Sud doivent contribuer à atténuer la pénurie de logements étudiants à La Réunion, avec 100 logements au Tampon et 200 à Saint-Pierre. Rappelons que dans notre pays, le nombre de chambres universitaires couvre 10 % des besoins. 90 % des étudiants doivent donc se tourner vers le privé ou cohabiter avec leurs parents.

Jeudi, le Conseil d'administration du CROUS avait le prix des loyers de ses nouveaux logements à son ordre du jour. Pour ces chambres de 16 mètres carrés, la direction du CROUS propose le montant astronomique 316 euros par mois au Tampon, et 340 euros par mois à Saint-Pierre.

Syndicat représentant les étudiants, l'UNEF fait cette contreproposition : 301 euros par mois pour une chambre au Tampon et 315 euros par mois à Saint-Pierre. 16 élus du Conseil d'administration du CROUS, dont les 6 de l'UNEF, ont voté contre le montant proposé par la direction du CROUS, tandis que 10 élus ont voté pour. Cela a entraîné le report de la décision, de nouvelles négociations doivent donc s'ouvrir.

Jeudi, l'UNEF a défendu sa posi-

tion, avec à ses côtés Ericka Ba-reigts, ex-ministre PS des Outre-mer et députée de Saint-Denis, Audrey Belim, suppléante PS du sénateur pro-Macron Michel Dennemont, et Faouiza Vitry, représentant de la Région au Conseil d'administration du CROUS.

La proposition du syndicat étudiant est assez surprenante. En effet, 300 euros pour une chambre de 16 mètres carrés, cela fait presque 20 euros le mètre carré. Selon la DEAL, le montant moyen des loyers dans les logements sociaux était de 5,82 euros le mètres carré en 2017, soit presque 4 fois moins.

3 fois plus cher qu'un logement social

Or, pour l'attribution d'un logement dans une cité universitaire, les étudiants boursiers sont prioritaires. Le montant le plus élevé d'une bourse du CROUS est de 555 euros par mois, soit environ le RSA. Cela signifie qu'automatiquement, un étudiant boursier vit en dessous du seuil de pauvreté. Il a donc le droit de vivre dans un logement social.

Ce qui veut dire que si ce droit était respecté, alors le prix du loyer d'une chambre d'étudiant dans ces nouvelles résidences devrait être de 96 euros par mois, trois fois moins, soit 20 % du montant de la bourse.

Alors, pour que des étudiants puissent payer le loyer, il est nécessaire de mobiliser une aide publique, l'allocation logement. Ce dispositif social est financé in fine par le contribuable. Or dans le sys-

tème français, moins les revenus d'une personne sont élevés, plus la part du budget consacrée au paiement des impôts est élevée. Car l'impôt le plus juste car progressif, l'impôt sur le revenu, voit sa contribution aux recettes de l'État diminuer constamment au détriment d'impôts tels que la TVA, la CSG, l'octroi de mer ou la taxe sur les carburants qui ne tiennent pas compte des écarts de revenus, car fixés en proportion du prix d'une marchandise, ou du montant d'un salaire. De plus, des dispositions permettant aux plus riches d'échapper au paiement de l'impôt sur le revenu existent. Et une nouvelle s'y ajoutera bientôt, pour financer la réhabilitation de la cathédrale Notre-Dame.

Les loyers de ces chambres réservées aux étudiants vivant sous le seuil de pauvreté sont révélateurs de la crise générale du logement à La Réunion, et met en valeur un de ses facteurs essentiels : l'incapacité de produire des logements à un coût adapté aux capacités contributives de leurs locataires.

M.M.

Oté

In milyar larzan, an lèspas lo tan in kou d'pèt !

Plik i sava, plik nout sosyété i dovyin konpliké, arpi ryin konprann. Si nou réfléshi byin, sépa sélman lo klima la fine détraké. Zégzanp i an mank pa. Ma donn a zot inn.

Nouvé, nouvé pa, nou kroi bondyé ou nou kroi pa, dofé dann kadédral laba Paris, sét'in katastrof. Sét'in arash kér war in zafèr konmsa. Mi sarpa rakont, isi, lo déroulè lo zévenman. Nout tout la vi sa dann télé. Mé foutor, kosa i vé dir so maraton pou kontènèr larzan in ponyé bondyé la tèr ? Sé koué so zanshèr la ? Poukoué mét la tiray, dézord dann kér d'moun ? Poukoué fé pèt tangaz, konm sik ék tousak nou néna, nou lavé pwin asé ankor ? Mé kisa lotèr ?

I fini pi di anou, i fini pi répété, larzan napwin - minm pa in shikét - pou travayèr, pou lozman, pou vyé moun, pou abat la mizèr bann lé dann gran lokisité... Etc. Mi razout pa katastrof dann désertin péi ousa néna la famine akoz la gèr ou sansa tsunami, i sora tro long. Alor, lé toutafé lozik lo moun i konpran pa koman, oté, dofé té pokor tinn dann katédral, té fine trouv in milyar larzan pou domin armèt ali dobout konm i fo. In milyar, an lèspas innti linstan, talèr pli rapid lo tan in kou d'pèt ! Koman apré, zot i vé, lo moun i gob sa, é zot lé pa an shalèr ? Arèt siouplé pran lo pép pou po d'zèf.

Minm lo moun larm lo zyé la koulé, minm sak i kroi for bondyé légliz, min sak lé dakor pouk i armont in not zoli katédral, i rofiz aval in zafèr konmsa. Astèr, sak la rodé, aranz a zot pou ansort a zot. Mé Bondyé Ségnir, so lépok-la, sé vréman in lépok arpi ryin konprann.

Pol